

le monde libertaire

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente à l'Internationale des fédérations anarchistes

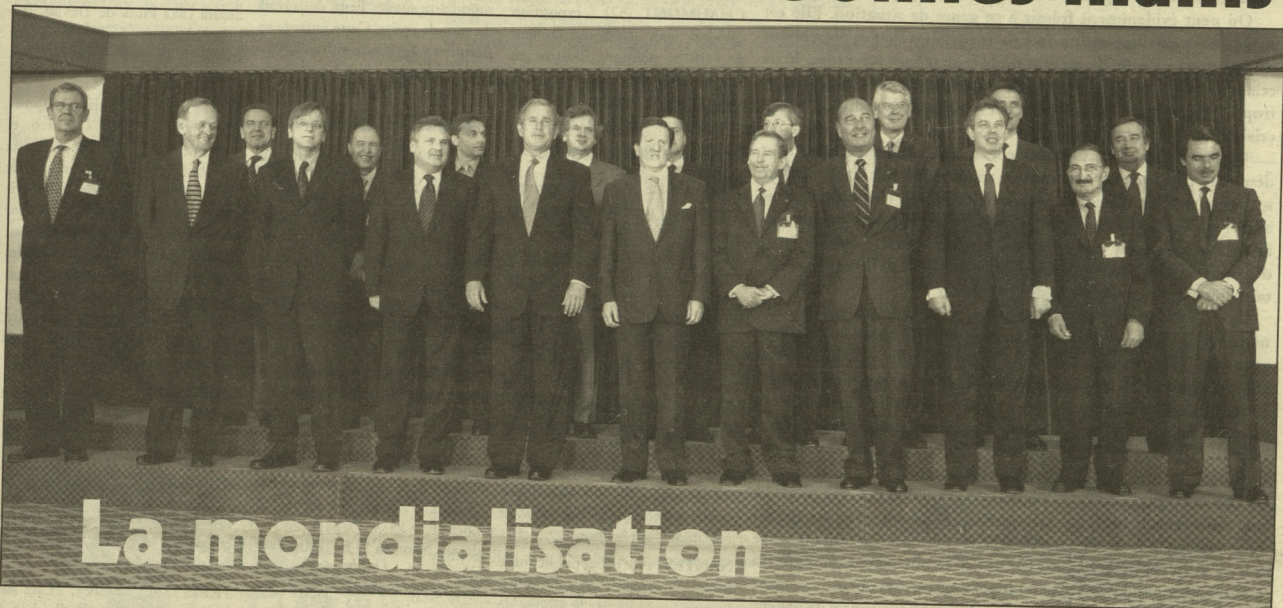
n° 1257
8 au 14 novembre 2001

13 F - 1,98 €

ISSN 0026-9433



Le monde entre de bonnes mains



La mondialisation

est arrivée près de chez vous !

DEPUIS Seattle, en juin 1999, les sommets internationaux des puissances étatiques et financières (G8, OMC, etc.) sont perturbés par des manifestations de masse. La résignation face aux puissants semble s'estomper, et des milliers de personnes n'acceptent plus leur logique de course aux profits.

Rusés, ces maîtres du monde jouent plusieurs cartes pour désamorcer les mouvements qui osent les remettre en cause :

- Fichage et répression policière gigantesques ;
- Coûts des déplacements en temps et en argent pour les opposant(e)s. Les prochains sommets seront excentrés ;
- Tentative d'intégration des forces contestataires les moins radicales pour mieux les absorber et pour éloigner les véritables éléments subversifs.

Mais les sommets ne sont que la partie « spectacle » des échanges entre puissants pour se partager le gâteau « monde ». Nous ignorons presque tout de leurs réunions secrètes, des tractations entre groupes de pressions (les fameux lobbies). À tel point que les représentants des États ne défendent guère les intérêts de leurs électeurs et électrices, mais bien ceux du monde capitaliste.

Et parfois il ne faut pas aller loin pour trouver où s'organisent les requins. Ainsi, cette fois, nous ne nous épuisons pas pour aller jusqu'au Qatar, prochain sommet de l'OMC. En centre-Bretagne, il existe un des éléments clés de cette mondialisation, intitulé « Institut de Locarn, cultures et stratégies internationales ». Avancé sous les traits de l'élite des forces vives économiques bretonnes, autoproclamé le « Davos breton », cet organisme de formation idéologique mélange savamment élitisme, ultra-libéralisme, catholicisme intégriste et nationalisme.

**Manifestons devant l'Institut de Locarn,
« le Davos breton ! » le 10 novembre
à 15 heures pendant le sommet de l'OMC.
Locarn est à 8 km au nord de Carhaix,
en Bretagne**

Son objectif politique étant la constitution d'une Europe des régions dont le lien serait le catholicisme, avec l'entreprise comme famille et le patron comme chef de famille. Locarn voit en effet dans la guerre économique une guerre des cultures. Il ne faut pas sous-estimer la capacité de nuisance des idées que diffuse cet institut : « La mondialisation unifiée, efface les frontières mais en même temps en crée de nouvelles. C'est pourquoi les élites régionales ne sont pas défavorables à la mondialisation ni à l'Europe. » (Alain Dieckhoff, directeur de recherche au CNRS, intervenant à Locarn le 23 mars 2001.)

Toutes et tous à Locarn le samedi 10 novembre

Créé en 1994 à Locarn (près de Carhaix), par Joseph Le Bihan, professeur d'économie en HEC et ex-consultant de la DGSE (services secrets), l'institut se définit comme un centre de recherche et de prospective pour les patrons bretons. Appelé à « imaginer la Bretagne du futur », à « bâtir de nouvelles lignes d'horizon pour la Bretagne de demain ». Alain Glon, J.-P. Le Roch (Intermarché), J.-J. Hénaff (les pâtés), Patrick Le Lay (TF1) et une soixantaine d'autres patrons bretons ont lâché chacun 100 000 F pour la création de « l'Institut », les collectivités publiques assurant l'autre

Suite en page 3

• **Locarn,
le Davos breton,**
pp. 1 et 3

• **Les lois scélérates,**
p. 4

• **Appel
à l'objection,**
p. 5

• **Les anarchistes turcs,**
p. 6

• **La cogestion
en Allemagne,**
p. 6

• **La Sodexho
et les prisons,**
p. 8

• **Crapules et autres,**
p. 9

M 2137 - 1257 - 13,00 F - 1,98 €



« La canaille sera emportée par le flot régénérateur de la
Révolution sociale. » *Encyclopédie anarchiste*

POP 2520

Suite de la page 1

partie du financement. Inauguré par l'archiduc Otto de Habsbourg, membre de l'Opus Dei et par Yvon Bourges (ex-président du conseil régional de Bretagne), l'Institut de Locarn ambitionne de faire de la Bretagne « un tigre économique dans une Europe fédérale ».

L'institut réunit les représentants du secteur privé industriel, agricole, commercial et médiatique, mais aussi des services publics (EDF, France-Télécom) de sociétés d'économie mixte (Port autonome de Nantes-Saint-Nazaire) et de coopératives agricoles (Coopagri). Tout ce petit monde se retrouve pour chercher ensemble les moyens de leur expansion.

Le fond de commerce de l'Institut de Locarn

« Les fondements de notre action, de l'action des décideurs et des entrepreneurs sont l'enracinement dans notre culture bretonne et la capacité d'imaginer le futur. À Locarn, on invente le futur. » (Propos d'Alain Glon, président de l'Institut de Locarn).

Pourquoi donner tant d'importance au culturel? Le stratagème des tenants du pouvoir pour rallier le plus grand nombre à leurs objectifs et éventuellement détourner la contestation consiste à les orienter vers d'autres voies, sous couvert de projet de société. La ficelle classique est le nationalisme (ou sa variante régionaliste). Celui-ci consiste à faire croire et adhérer à des projets communs entre tous les habitants d'un territoire, peu importe leur situation dans l'échelle sociale. Leur but n'est donc pas tant de soutenir une culture riche de diversité et vivante mais bien de s'en servir comme véhicule pour développer leurs affaires. Sous cet aspect, la culture mâtinée de nationalisme n'est pas un rempart contre la mondialisation mais bien un de ses aspects, sans doute parmi les plus difficiles à combattre. L'institut l'a bien compris. [...]



Le modèle prôné par Locarn

Au fil des conférences de Locarn se dessine le modèle recherché par ses membres :

– Donner plus de puissance aux régions au détriment de l'État (« gestion autonome des établissements scolaires, régionalisation de la Sécurité sociale, création d'un fonds de pension régional, etc. »).

– Des petites économies compétitives organisées en réseau, « nouveaux moteurs de la globalisation », l'État central se consacrant essentiellement à ses fonctions régaliennes (défense, police, justice).

– Le modèle pour les institutions européennes est « le Saint-Empire romain germanique qui rassemblait les États et les villes libres confédérées » (expression de Sylvain Wicklam, intervenant aux rencontres de Locarn du 19 février 1999).

Un changement d'image qui ne vaut pas reniement

En février 2000, les dirigeants de l'Institut de Locarn font leur *mea culpa* : ils veulent rompre avec « une certaine opacité qui leur a valu une image un peu obscure » et déclarent favoriser « le développement d'un modèle qui n'ait pas seul fondement l'économique mais intègre également les réalités culturelles et une tradition humaniste ».

Il s'agit surtout de redresser un déficit d'image dont a eu à souffrir l'institut, avec des attaques de la part de divers journaux, *Golias*, *l'Humanité*, *Libération*, *Lettre à Lulu*, etc.

En bref, l'Institut de Locarn semble mettre un peu d'eau dans son vin. Les références religieuses se font plus rares. L'institut deviendrait-il une simple chambre de commerce et d'industrie parallèle?

Consensus sur la notion de développement des affaires

Fondamentalement, le but de l'Institut de Locarn reste le même : développer les affaires, d'une part en créant lobbies et réseaux de décideurs, d'autre part en s'appuyant sur un sentiment identitaire régional breton et en tentant d'y greffer des corporatismes de « pays ».

Mais délésté en façade de ses caractéristiques les plus réactionnaires, il est plus facile pour l'Institut de Locarn d'obtenir un consensus « développementiste » avec les divers courants politiques, de droite ou de gauche. Lors du séminaire du 7 novembre 2000, Glon proposa « qu'après de chaque élu régional il y ait une équipe composée d'un représentant de l'Institut de Locarn, d'un administratif, d'un représentant du Conseil économique et social ». Proposition à laquelle répondit favorablement Josselin de Rohan, actuel président du conseil régional de Bretagne. On se demande à quoi bon voter si ce sont les patrons qui prennent les décisions! [...]

En clair (et ce n'est pas particulier à la Bretagne), tout ce petit monde communie à l'autel de l'expansion économique sans fin, qui signifie aussi pérennité de leurs pouvoirs économiques et politiques, mais pour le commun de l'humanité, productivisme, pollution, malbouffe, exploitation, aliénation et soumission à ces soi-disant élites qui seraient seules légitimes à définir et à exprimer nos besoins.

Une approche guerrière de l'économie

L'Institut de Locarn aurait-il vraiment mué vers un modèle d'une économie « humaniste », comme l'indiquait ses dirigeants au début de l'année 2000? Ou est l'humanisme quand l'institut démarre début 2001 un cycle de formations en lien avec l'École de guerre économique (EGE)?

LEGE est liée à la grande école de commerce, l'ESS-CAE : « Rapports de force », « affrontement global », « conquêtes de parts de marchés », « lutte contre la concurrence », voilà quelques mots clés dans la littérature de cet école, qui rejoint les préoccupations de Locarn.

Sont notamment au programme l'étude « des campagnes médiatiques orchestrées par des concurrents prédateurs, le détournement de certains thèmes protestataires de la société civile » ou encore « l'usage subversif de la connaissance... la communication offensive... la détection des manipulations des thèmes éthiques sur l'échiquier social » (cf. site Internet de l'EGE).

Difficile de trouver quoi que ce soit d'humaniste dans ce programme : nous voici dans le cœur de la mondialisation. Il ne s'agit pas de développer des coopérations pour un mieux-être humain, mais bien d'exacerber et de généraliser la concurrence entre entreprises et pays en se dotant de tous les moyens, y compris des manipulations pour vaincre la concurrence ou démolir de soi-disant alliés objectifs de la concurrence (syndicats, associations, écologistes, etc.). [...]

Pour un autre modèle économique et social!

Le « capitalisme de proximité » prôné par Locarn est un détournement du « vivre et travailler au pays », revendication légitime de populations souvent amenées à émigrer vers la région parisienne. Mais pour beaucoup, ce système signifie « trimer et mal vivre au pays ».

Des gens luttent contre « l'avenir radieux » que nous prépare cette bourgeoisie bretonne alliée aux potentats locaux de droite et de gauche. Luttent des populations des alentours de Notre-Dame-des-Landes, luttent des paysans contre les technologies OGM, lutte de salarié(e)s dans les entreprises, lutte d'habitant(e)s pour la qualité de l'eau.

La réussite de ces mouvements est une étape : l'objectif est pour nous l'égalité économique et sociale et le droit pour les individus de s'associer librement, pour en finir avec toutes les formes d'exploitation et de domination, qu'elles soient étatiques, patronales, religieuses ou patriarcales.

Union régionale Bretagne de la FA

Locarn

programme des festivités

- Rendez-vous à 14 h 30 devant l'Institut de Locarn (et non devant le bourg).
- 15 heures : parodie de jumelage Locarn-Davos et Locarn-Doha.
- Pendant le rassemblement : animation théâtrale de rue.
- Prise de parole et déroulement d'une bache devant l'Institut « de l'OMC à l'Institut de Locarn, non à la dictature patronale ».
- Fin du rassemblement vers 16 h 30.
- Retour sur Carhaix.
- 17 heures : rendez-vous devant l'ancien cinéma : conférences, débats (six interventions) : présentation de l'Institut de Locarn, l'OMC, services publics, agroalimentaire, deux analyses de la mondialisation).
- Fin prévue vers 19 h 30.



À l'origine de l'institut, de fortes références catholiques

SI LE PATRONAT BRETON est traditionnellement proche de la démocratie chrétienne, on note une radicalisation de ce catholicisme sous l'impulsion d'un certain nombre de participants actifs de l'Institut de Locarn.

– Joseph le Bihan, son fondateur, est connu pour ses prises de position ouvertement racistes sur l'Occident chrétien, le déclin démographique, la rechristianisation, etc.

– Guy Plunier (un dirigeant d'Yves Rocher) qui fut secrétaire général de l'institut est le cofondateur du Cercle des nations à Bruxelles, de Catholiques pour les libertés économiques (CLE). Le président de CLE est le conseiller économique de Le Pen. CLE organise des conférences mensuelles pour les conseillers économiques des gouvernements catholiques d'Amérique du Sud et d'Europe centrale. Guy Plunier est membre de l'Opus Dei.

– Parmi les financeurs de la venue du pape en France en 1996, figurent Jean-Pierre Le Roch (président du groupe Intermarché), ex-président de l'institut, Yves Rocher, etc. C'est d'ailleurs, depuis l'institut, qu'a circulé une pétition réclamant un discours du pape en breton lors de son étape à Sainte-Anne-d'Auray.

– L'institut a été béni par le moine bénédictin (et intégriste) Dom Le Gall.

– Une Europe des régions catholiques offre un cadre éthique et rassurant pour le patronat en mal d'identité et lassé des contraintes sociales. C'est dans cet esprit qu'il faut comprendre la genèse de cet institut. Et, précise Glon (actuel président de l'institut), si l'institut s'ouvre désormais sur l'extérieur, c'est en conservant sa vocation.

– L'Opus Dei est une société secrète au sein de l'Église catholique. Née en 1928 en Espagne, elle a pour objet de restaurer les valeurs morales. Soutien de Franco jusqu'à sa mort, elle recrute à travers le monde parmi tous ceux et toutes celles qui peuvent être influents (du monde religieux au monde politique, économique, etc.). Son rôle de lobby au sein des institutions européennes est notoire.

Tou(te)s terroristes !

À LA SUITE des attentats du 11 septembre, les pays occidentaux et leurs gouvernements, bouleversés de voir comme il était simple d'organiser un attentat sur leur territoire, ont unanimement décidé de renforcer leur sécurité intérieure. Immédiatement les députés de notre cher et beau pays ont amené un projet de loi (la loi sur la sécurité quotidienne ou LSQ), que le Sénat vient d'entériner et que l'Assemblée nationale a voté le 31 octobre.

Comme il est rassurant de penser que l'on se soucie de notre sécurité, en cette période préélectorale, où justement une fois de plus les débats allaient porter sur cette question ! Et pourtant, à y regarder de près, les amendements qu'ont votés les dignes représentants de... qui déjà ? Ah oui, le populo, laissent une étrange impression.

Bizarrement, parmi ces lois, on en retrouve certaines familières qui hantaient déjà les débats à l'Assemblée nationale. Ainsi cette fameuse loi Mariani, censée sécuriser les « free parties » et plus généralement les raves réapparaît subitement, alors que son vote était gelé au vu des problèmes « diplomatiques » que cela posait avec cette bande de jeunes irresponsables-organisateurs et consommateurs de teufs, qui croient être assez grands pour s'occuper d'eux-mêmes. Il est évident qu'avec de telles idées, ces mouvements ne peuvent être que de futurs nids à terroristes. Empêchons donc ces indépendantistes de la teuf de s'amuser ; eux et elles qui ne veulent pas aller en boîte, où pourtant on trouve tout autant de drogues (à croire que ce n'est pas le seul intérêt des « free » ?).

Même chose pour les milices privées, qui voient grâce à cette loi leurs droits s'élargir considérablement. Ainsi elles ont le droit de porter une arme, dans les transports en commun notamment, ou l'on sait que de dangereuses personnes porteuses de messages comme « accès libre et gratuit aux services collectifs », « liberté de circulation », etc. circulent « librement », souvent même sans (re)payer leur ticket. Heureusement, en plus de l'arme, les miliciens auront aussi le droit de fouiller et de contrôler quiconque leur paraîtra suspect. Voilà une bonne technique pour empêcher tous ces collectifs gênants qui naissent un peu partout de répandre des paroles aussi dangereuses. Encore un nid à terroristes ! Et sans compter les jeunes sauvages qui traînent partout, quel désordre !

Mais les « vrais flics » auraient tiré la tronche s'ils n'avaient pas eu une petite compensation à l'augmentation du pouvoir de leurs petits camarades de jeux. Les voilà maintenant autorisés à fouiller tous les véhicules suspects, et par « tous » il faut entendre tous ceux que le juge aura jugé (c'est son métier) opportuns de fouiller. Cela peut aller d'un à tous ceux stationnés dans une rue, ou dans un département, et ce sans que témoins ou propriétaires ne

soient présents, (mal)heureusement, le texte est très flou. Sur ordre du juge, lui-même informé uniquement par ses sbires, les perquisitions sont maintenant autorisées à n'importe quelle heure de la nuit, et n'importe où, tant que le juge l'écrit sur son ordre, et quand bien même le ou la suspecte refuserait, ils n'ont dorénavant plus voix au chapitre.

Bien entendu, ça paraît un peu léger pour empêcher une attaque terroriste sur nos belles centrales nucléaires. Après tout, pour trouver un terroriste dans la population, il faudrait interroger tout le monde. Alors mieux vaut prévenir, il y a ces lois qu'on appelle LSI (loi sur la société de l'information) et qui poireautaient depuis un moment déjà. Voilà une excellente occasion de passer ces lois déjà contestées alors qu'à peine communiquées. Ainsi, le STIC, dont la LSI ne traite pas puisqu'il s'agit d'un fichier illégal (au vu des lois sur les données personnelles) des services de police et gendarmerie qui conserve toute trace qu'une personne a pu laisser au contact de ces « administrations », le STIC donc devient un outil assurant la caution morale de toute personne qui serait engagée pour « missions de sécurité ou de défense ». Gare à vous si vous avez déjà eu une amende !

Au chapitre des LSI, on retrouve justement les lois sur la conservation des données, qui maintenant oblige tous les opérateurs de télécom à conserver leurs données pendant un an et de les fournir lorsqu'on (la police) leur en fait la demande. Au passage, pour aider ces pauvres fournisseurs à supporter la « charge » financière de ces conservations, l'État a décidé que les coûts lui reviendraient. Ajoutez à cela l'interdiction d'utiliser la cryptographie au-dessus du seuil théoriquement déchiffirable par les services de l'État, et vous avez là, couplé au réseau Échelon, un joli système d'écoute. La vie privée a fait son temps.

Il est en tout cas évident que si les Américains avaient mis en place ces mesures avant, le 11 septembre, il ne serait rien arrivé. Pour preuve, la jalousie qu'il ont de notre très liberticide « Vichypirate ». Une chose est sûre, pour fomenter son attentat, Ben Laden n'a en tout cas pas utilisé les nouvelles technologies, et les dernières lois que nos gouvernants vont voter sont avant tout des mesures visant à renforcer le contrôle social à une époque où la social-démocratie se fissure de partout. En tout cas ces lois ne sont en rien des mesures efficaces face à une menace terroriste qu'on a du mal à prendre au sérieux.

Seb

groupe de Nantes

Sources
www.lsjolie.net
www.france.indymedia.org
www.bugbrother.com
http://62.23.50.12/actu_derheurehome.cfm
www.infos.samizdat.net

Les lois scélérates

« Les nombreux attentats qui se sont succédé depuis quelques années ont eu pour effet d'appeler l'attention sur les menées de la secte anarchiste qui avait pu grandir, se recruter et s'organiser librement, à l'abri de l'impuissance de la loi.

Les lois des 12 et 18 décembre 1893 avaient marqué d'une manière énergique la volonté de se défendre et de donner enfin à la justice des armes nécessaires. La loi du 12 décembre modifiant la loi sur la presse, créant le délit d'apologie et permettant l'arrestation préventive des inculpés et la saisie des journaux, produisit un résultat considérable et le plus important : elle enraya cette propagande publique, scandaleuse, qui s'établissait au grand jour entre les colonnes des feuilles anarchistes, et les prédications enflammées que les docteurs de l'anarchie répandaient dans leurs conférences. Dès ce jour, ces prudents apôtres eurent peur. L'ignoble Père peinarde disparut avec Pouget, son rédacteur, qui prit la fuite, et les conférenciers se turent, sachant qu'à la première incartade on leur mettrait la main au collet.

Il faut reconnaître, à la louange du législateur, que la source de l'anarchie était tarie. Elle ne coulera plus si on continue à tenir la main à l'application rigoureuse, impitoyable de cette loi.

Celle du 18 décembre sur les associations de malfaiteurs a été moins féconde. Elle a cependant jeté la perturbation dans les milieux anarchistes, obligé les compagnons à dissoudre leurs groupes, à abandonner les locaux de leurs conciliabules et à disperser leurs bibliothèques ; mais, alors qu'on pensait pouvoir purger le pays de ces sectaires, la justice s'est trouvée impuissante.

Au lendemain de l'assassinat de M. Carnot, un nouveau pas est fait en avant, et, notre législation, en cette matière, ne s'améliorant qu'au prix du crime et du sang, la loi du 28 juillet 1894 est inscrite dans nos codes. Espérons que de nouveaux attentats n'obligeront pas la société à aller

encore plus loin dans l'œuvre de répression et de sécurité sociale !

Nous pensons que la loi nouvelle est une arme puissante pour servir à la défense de l'ordre[...]. »

Vous venez de lire l'avant-propos d'un sinistre manuel, paru en 1895 et commis par le sieur Loubat, procureur de la République à Saint-Étienne, ayant pour but d'enseigner à ses collègues le maniement des lois anti-anarchistes.

À lire le ton satisfait du magistrat, on pourrait croire que ces lois furent un succès. Pas du tout, ou du moins pas dans le sens officiellement prévu : nous sommes là pour en témoigner. Par contre, elles eurent le mérite de détourner l'attention du public des scandales en tout genre, de la misère galopante, de la sauvagerie de l'exploitation, de tout ce qui faisait que les attentats anarchistes – d'ailleurs bénins comparés à un coup de grisou – n'étaient finalement pas l'objet d'une trop grande réprobation populaire. Par ailleurs, elles permirent aux gouvernements de tournerment, en les qualifiant d'anarchistes, tous ceux qui s'opposaient à l'ordre établi. D'inoffensifs crétiens de gauche en firent souvent l'amère expérience.

Aujourd'hui, la gauche est au pouvoir, et, si elle n'a rien perdu de son imbecillité ancestrale, elle a gagné en dangerosité. La loi sur la sécurité quotidienne, en augmentant les pouvoirs déjà considérables de la maréchaussée, en donnant des prérogatives aux vigiles privés, en faisant un amalgame chonté entre jeunes des cités et terreur islamique, nous le prouve. Il faut être un gogo pour croire que cette législation éradiquera le terrorisme. Il faut être un fieffé coquin pour vouloir gagner la présidence en utilisant de telles armes.

Max Hourson

JG



La terreur est de retour

ON A PU VOIR, il y a quelques jours, un reportage dans les infos qui faisait le lien entre les enveloppes chargées d'anthrax et un vol d'éprouvettes dans une université de la région parisienne. Aucune preuve que le lien est réel, juste une hypothèse, un rapprochement de deux événements. Donc rien mais un échafaudage qui est l'intérêt du terrorisme lui-même. Ce reportage participait directement à la construction d'une psychose collective, or le terrorisme n'est rien d'autre que ça. Partir d'un acte violent pour engendrer la peur : la télévision (de service public !) participe à l'intox, joue le porte-voix de Ben Laden, à supposer qu'il soit effectivement le grand manitou de cette histoire. Alors, qu'aux États-Unis, les lettres empoisonnées sont adressées à des responsables politiques importants – et par la même occasion aux intermédiaires que sont les postiers –, on vient construire en France une peur sur le modèle américain, du moins ce qu'on nous en dit.

Toutes les guerres le montrent : l'information est une arme. Oui, mais nous, que faisons-nous dans cette histoire ? Pourquoi nous faire croire que nous sommes menacés ? Le gouvernement français a fait le choix de se mettre aux ordres des États-Unis. C'est un fait. Il est vrai que ce choix n'est pas sans risque quant à d'éventuelles représailles terroristes. Pour autant, pourquoi nous raconter n'importe quoi sur le « bio-terrorisme » ?

Par une pure coïncidence, le parlement a adopté la semaine passée une loi dite de « sécurité quotidienne » (dont le contenu est parfaitement anticonstitutionnel) qui, sous prétexte de lutte antiterroriste permet aux forces de police (y compris dans certains cas de polices privées) de se comporter comme dans n'importe quel État totalitaire. Fouilles au corps, perquisitions sans mandat... On peut déjà s'attendre à une augmentation du nombre de bavures.

À qui profite le terrorisme ? Qui en subit les conséquences ? C'est évident.

Le Furet

Le salaire du nucléaire

RABACHONS-LE une fois encore, le nucléaire civil tue, surtout chez les autres et surtout dans l'ex-bloc soviétique, par exemple. Pourtant, si l'on regarde parmi les informations que l'on veut bien nous donner, en France aussi l'industrie nucléaire contamine, empoisonne, tue lentement ses travailleurs et travailleuses.

Il est probable que le nombre de victimes professionnelles du nucléaire se chiffre en centaines, voire en milliers de personnes. L'institut Curie, en 1994, annonçait dans le *Quotidien du Médecin* que depuis 1951 il a dû examiner des personnes irradiées au nombre de 46 dans l'industrie nucléaire et de 131 dans des laboratoires de recherche. Il expliquait également être intervenu auprès de personnes atteintes s'occupant de la sous-traitance dans les installations nucléaires : 696 victimes.

Pour ce qui est du nucléaire militaire, les chiffres, d'après des études publiées par le CEA en 1983 et en 1988, et le physicien Robert Belbeoch, montrent une hausse spectaculaire du nombre de cas de cancer du poumon chez les mineurs. Selon la première étude, le taux de mortalité due au cancer du poumon serait multiplié par deux. Pourtant, les mineurs sont choisis pour leur bonne condition physique. La prévention médicale est importante à l'embauche ; les personnes ayant des antécédents (maladies hématologiques, lymphatiques), celles qui présentent des anomalies de l'appareil respiratoire sont écartées. Si, pour un échantillon de personnes très résistantes, le taux de mortalité cancéreuse est doublé, qu'en est-il pour les nombreux intérimaires sans dossier, sans suivi médical, de passage à la Hague ou en zone radioactive pour réparer les dysfonctionnements de nos centrales françaises ?

On continue encore à masquer les conséquences des radiations sur la santé des employés du nucléaire, les maladies sont longues à apparaître, la relation de cause à effet difficile à prouver. Ça l'est encore plus quand les victimes s'en vont comme les travailleurs précaires sans aucun suivi médical après avoir pris de fortes doses en zone radioactive. Certains sont de véritables « nomades du nucléaire » sous contrat avec des sociétés de sous-traitance et vont de site en site pour des réparations dangereuses sans entraînement particulier.

Selon une enquête effectuée par 142 médecins (d'après l'AFP en 1995) portant sur 2503 salariés (dont 20 % de contrats pré-

caires), les intérimaires recevraient en moyenne 716 millirems par an, 617 pour les nomades, alors que la limite officielle est de cinq rems (un rem à l'étranger). Les accidents sont réguliers et les intérimaires ne sont pas couverts par la Sécurité sociale et échappent souvent aux statistiques. En 1991, la CFDT racontait que parmi 300 décontaminateurs ayant travaillé à l'usine de la Hague dans les années 70 et aujourd'hui reclassés, 32 étaient déjà morts prématurément de leucémie ou de cancer. Dans cette usine, plus de la moitié des employés sont intérimaires déclassés et oubliés dès qu'ils ont eu une dose suffisante.

Une conférence qui s'est tenue en 1992 en Autriche estimait à 40000 morts dans le monde par an le nombre de mineurs vic-

Dites non !

Un appel pour l'objection de conscience à la guerre et à la préparation à la guerre

L'INTERNATIONALE des résistants à la guerre, un réseau pacifiste international de quatre-vingt cinq organisations affiliées dans plus de quarante pays, appelle à l'objection de conscience en tout lieu et à tout moment où la guerre se prépare ou se livre. Profondément choqués et indignés par les attaques terroristes du 11 septembre sur le World Trade Center et sur le Pentagone, nous condamnons la prétendue guerre au terrorisme.

tant que nous sommes, l'occasion de résister à la guerre et à la préparation de la guerre. Elle nous donne le pouvoir de construire un monde dans lequel la sécurité se gagne par le désarmement, par la coopération internationale et par la justice sociale, et non pas par l'escalade de la violence et les représailles.

En conséquence, l'Internationale des résistants à la guerre recommande :

- À tous les soldats, quelles que soient les forces qu'ils sont censés combattre : écoutez votre conscience et refusez de prendre part, demandez le statut d'objectionneur de conscience, refusez les ordres, désertez, dites non !

- À tous ceux qui sont impliqués dans les préparatifs de guerre, dans l'administration ou dans les usines d'armement : refusez d'agir ainsi, dites non !

- Aux journalistes et aux médias sollicités pour promouvoir la guerre : refusez d'agir ainsi, insistez pour écrire et diffuser l'incensurable vérité, dites non !

- À tous nos membres et chaque individu : soutenez ceux qui refusent de participer à la guerre et à la préparation de la guerre, engagez-vous dans la résistance directe et non violente contre la guerre !

Nous savons que tout le monde, dans tous les pays et toutes les situations ne sera pas en position d'adopter l'une de ces voies pour résister. Il y a bien d'autres voies pour exprimer sa protestation et sa résistance. L'Internationale des résistants à la guerre se tient aux côtés de tous ceux qui entreprennent des actions contre la guerre, et s'engage à faire de son mieux pour aider ceux qui affrontent la répression à cause de leur résistance.

*Internationale des résistants à la guerre, le 29 septembre 2001
Union pacifiste de France section française de l'IRG, BP 196, 75624 Paris cedex 13*

RELIGIEUSES OU CAPITALISTES



Illustration : digitalultras.com

A BAS TOUTES LES ARMÉES !



Groupe de la Métropole Lilloise de la Fédération Anarchiste
BP 79, 59370, Mons-en-Bar'ul.



times de la radioactivité des mines (depuis 50 ans). Qu'en est-il des travailleurs précaires d'hier et d'aujourd'hui ?

Dans une société où la précarité s'installe, où les usines, centrales nucléaires, usent et abusent des chômeurs et chômeuses qui se sentent obligés d'accepter des emplois dangereux, ne doit-on pas penser que la logique de profit est une logique de mort ? N'est-ce pas là tout un pan de l'industrie actuelle que nous nous devons de faire tomber ? Mais qu'advient-il des déchets, des infrastructures contaminées, qui les traitent ? comment ? à quel prix ? Une fiche de paye ne guérit pas du cancer.

Groupe Jes Futuro

Répondre au crime des attaques terroristes en commettant le crime de bombarder et de tuer des victimes tout aussi innocentes ne remet pas le compteur à zéro, pas plus qu'il ne contribue au sentiment de sécurité. Cela ne fait qu'ajouter à la souffrance. Nous appelons à la justice sans la guerre. Une guerre de représailles ne fera que jeter de l'essence sur les foyers de violence.

Confrontés par le président George W. Bush au choix de : « Si vous n'êtes pas avec nous, vous êtes avec les terroristes », nous choisissons une troisième option : la non-violence. La non-violence est une réponse active, elle offre, à chacun et tous

Sortons de l'âge du nucléaire

Dans le monde

Interview d'anarchistes turcs

PROFITANT d'un voyage en Turquie cet été, j'ai rencontré des membres du groupe anarchiste d'Istanbul publiant la revue *Kara Mecmua* dont vous pourriez trouver quelques exemplaires à la librairie de la Fédération anarchiste à Besançon. J'en ai profité pour leur poser quelques questions.

Azzurra
groupe Proudhon de Besançon.

– Pouvez-vous vous présenter et indiquer vos activités principales ?

– Tout a commencé en 1987, il y a 14 ans, quand un groupe d'amis, une dizaine d'individus, ont fondé la première revue *Kara*. Aujourd'hui, nous sommes une trentaine à éditer la revue *Kara Mecmua* (la Revue noire), revue d'une soixantaine de pages que nous publions tous les deux mois à 1 500 exemplaires et que nous diffusons à travers toute la Turquie par un réseau militant. Nous avons également une maison d'édition Kaos depuis une dizaine d'années, grâce à laquelle nous éditions des livres comme *L'Anarchie* de Georges Woodcock vendu à 6 000 exemplaires et réédité quatre fois Bakounine, Malatesta, Emma Goldman, Abel Paz, Proudhon et bien d'autres. Jusqu'à aujourd'hui, nous avons édité une quinzaine de livres, souvent des textes fondamentaux, car le mouvement anarchiste est très jeune en Turquie et nous pensons donc qu'il est important de traduire et de mettre à disposition les textes de base de la pensée anarchiste. En fait, les éditions et la publication du magazine se complètent, les uns pour une connaissance de la pensée anarchiste, l'autre pour une analyse actuelle. Une autre activité qui nous tient à cœur est de préserver et de garder ouvert notre local, qui nous sert à la fois de lieu de rédaction du magazine et de point d'attache pour les éditions, mais qui est surtout un lieu de rencontre fixe avec les autres copains, qu'ils soient turcs ou non, qu'ils soient anarchistes ou non. C'est un lieu d'échange et de confrontation que nous nous attachons, depuis neuf ans, à maintenir. Voilà pour nos principales activités. En plus, bien sûr, nous participons à quelques manifestations, dont le 1^{er} mai,

et nous organisons quelques meetings en collaboration avec les autres groupes sociaux turcs.

– Quels problèmes rencontrez-vous, subissez-vous une forte répression ?

– Disons que la répression est propor-

ment des amendes, parfois salées, qui ont pour but de nous empêcher de faire paraître nos revues par manque de moyens. Pour ce qui est des éditions, les problèmes que nous rencontrons sont divers. Premièrement, la traduction. Avant, c'était des copains qui la faisaient bénévolement. Aujourd'hui, nous avons recours à des traducteurs professionnels qui bien souvent ne connaissent pas les idées anarchistes. Nous devons donc travailler avec eux, relire, etc. pour rester le plus près possible du texte original. L'autre problème que nous rencontrons est celui des imprimeurs. En effet, en Turquie, l'imprimeur est entièrement responsable de ce qu'il imprime. Donc un imprimeur qui imprime du Bakounine ou du Proudhon risque la prison si le livre est jugé subversif. À cause de cela, nous sommes obligés de changer d'imprimeur à chaque parution. Ceci dit, il n'y a pas en Turquie, du moins à notre connaissance, de journaux clandest-

genlik federasyonu : Fédération des jeunes anarchistes) avec lesquels nous n'avons aucun contact. Nous avons bien sûr déjà pensé à comment nous organiser mais nous nous sommes heurtés à différents problèmes : la disparité des idées, le danger que pourrait représenter une organisation sur les idées anarchistes naissantes, la dérive possible d'une organisation, surtout que traditionnellement en Turquie les mouvements de gauche marxistes (très forts) ont une organisation très stricte que rapidement les militants ont tendance à reproduire. Nous voulons nous différencier de cela. De plus, nous ne sommes pas d'accord entre nous sur le fonctionnement à adopter.

Nous préférons donc à une organisation regroupant tout le monde, plein de petits groupes capables de travailler ensemble sur des projets précis et d'entretenir entre eux des rapports d'échange. Toutefois, nous sommes un groupe d'individus réunis autour d'une revue, d'éditions et d'un local. Nous nous réunissons régulièrement. Pour nous, c'est déjà une sorte d'organisation.

– Quels sont vos projets ?

– Dans l'avenir, nous allons bien sûr continuer à éditer notre revue. De plus, nous avons plusieurs livres déjà prêts, notamment deux Proudhon, un Stirner et un ouvrage écrit par un copain turc, *L'Anarchie du silence*. Les autres projets qui nous tiennent à cœur pour le moment sont, d'une part, un centre culturel au centre d'Istanbul qui regrouperait des activités artistiques, des groupes politiques antimilitaristes, écologistes, anarchistes, féministes, une librairie, un bar, etc. et, d'autre part, la création d'un village anarchiste où nous pourrions aller vivre, non isolés, mais en interaction avec d'autres villages.

– Quel aide attendez-vous des organisations anarchistes étrangères ?

– Il est essentiel pour nous de conserver des relations fortes et stables avec d'autres anarchistes de par le monde. Notre revue était auparavant envoyée dans plus de quarante pays. Nous avons arrêté faute de moyens mais nous jugeons tous les échanges de presse importants. Nous savons que le clivage de la langue pose de gros problèmes mais la communauté turque à l'étranger pourrait bénéficier de nos échanges de presse. Nous insistons sur les relations via Internet qui sont vraiment importantes pour nous.



Manifestante contro la guerra arrestata in Turchia

tionnelle aux actions menées. Nous ne sommes pas très violents dans nos actions, donc la répression est moindre. Néanmoins, la répression existe. Elle n'est pas physique mais financière et morale. Par exemple, plusieurs fois, nos revues ont été saisies à la parution parce que, soit-disant, illégales. Le magazine gay et lesbien *Kaos GL*, lui, doit être vendu sous enveloppe comme la presse porno. Sinon, depuis quelque temps et avec la « démocratisation » dans l'espoir d'être intégré à l'Europe, la répression est devenue financière. Des procès ont pour aboutisse-

ments. Toutes nos publications sont légales.

– Vous parliez tout à l'heure de rapports entretenus avec d'autres groupes sur le territoire. Avez-vous déjà pensé à un mode d'organisation ?

– C'est vrai que nous entretenons de bonnes relations avec les autres groupes libertaires turcs, que nous travaillons ensemble quand c'est possible, même si nous ne partageons pas exactement les mêmes idées. Nous sommes en liaison avec tous les autres groupes, qu'ils soient antimilitaristes, écologistes, culturels sauf avec AGF (Anarstist

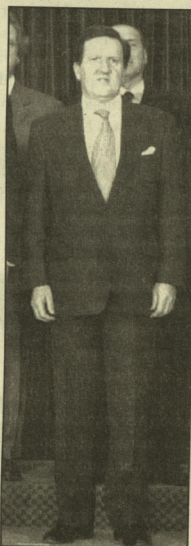
La cogestion

L'arbre qui voulait cacher la forêt

ON CONNAÎT la pierre angulaire du capitalisme : l'exploitation. Cette pierre s'appuie sur des piliers fondamentaux. En France, par exemple, elle repose sur la refondation sociale ; en Allemagne, elle se construit sur le consensus et la cogestion. La Confédération des syndicats allemands (DGB) pèse lourd dans la balance sociale, certes, mais l'environnement économique mondial et la course effrénée au profit ne mettent pas les salariés à l'abri des vagues de plans sociaux. Aussi, fidèles à leurs visions réformistes, les syndicats allemands estiment que la cogestion pourra servir d'amortisseur pour une « économie confrontée au ralentissement mondial ». Cette position est sans doute dopée par la nouvelle réforme de la cogestion votée en juin dernier.

Un pilier important de la paix sociale

Voilà le propos du ministre du Travail, W. Riestler (SPD), ancien numéro deux du syndicat de la métallurgie (IG Metall) qui a finalement réussi à imposer la réforme de la



cogestion après plusieurs mois de débats controversés. La nouvelle loi entend renforcer la présence et le pouvoir des comités d'entreprise dans les PME et dans des secteurs comme les services ou la nouvelle économie. Elle doit faciliter la création de CE, le nombre de permanents sera augmenté, les procédures électorales allégées. Un droit de vote sera accordé aux travailleurs intérimaires dans les sociétés d'intérim qui les emploient. On parle d'extension des droits des CE en matière de qualification, de maintien de l'emploi, de lutte contre le racisme et de protection de l'environnement. Ceci s'apparenterait presque à un contre-pouvoir si effectivement les revendications syndicales dépassaient réellement et effi-

cacement le cadre de l'« aménagement salarial » pour aboutir à une réflexion sociale plus large.

Des mesures innovantes qui n'en sont pas

Les entreprises, grandes ou petites, n'ont pas d'état d'âme. Le ralentissement mondial brandi par les économistes les conforte dignement dans leur terrible décision de fermer des usines, de délocaliser, d'enclencher des plans sociaux « pour limiter la casse ». La Dresdner Bank a annoncé le 18 septembre dernier la suppression de mille trois cents emplois « sans licenciements secs, mais des mesures de fluctuations naturelles, de départ en pré-retraite et de temps partiels ». Siemens fait mieux, il a baptisé « time out » un programme de congés sabbatiques : en échange d'une baisse importante de leur salaire, les employés peuvent prendre des congés rémunérés. Exemple : un volontaire renonce délibérément à 50 % de son salaire pour disposer de trois mois à son gré. Evidemment on parle de « plan expérimental ». Volkswagen, après des négociations entre direction et syndicats, sort de son chapeau magique un projet « 5 000 x 5 000 », soit cinq mille embauches pour un salaire brut minimal de cinq mille DM, décomposé en un fixe de quatre mille cinq cents DM et une prime d'au moins cinq cents DM. Ce salaire reste néanmoins inférieur au salaire moyen

Espagne

Les Pizza Hut

VOUS demandez sans doute ce qui peut bien se passer chez Pizza Hut. La situation est la suivante : il semblerait que cette bonne dame d'Esther Fernández, qui gère les questions de personnel dans la Communauté de Madrid (encore que nous pensons que son pouvoir peut s'étendre à tout le territoire de ce machin que l'on appelle Espagne) est soit totalement conne soit très maligne. Et voici l'erreur habituelle : il paraîtrait qu'ils ne parviennent pas à distinguer entre la convention de l'hôtellerie et celle des livreurs de pizzas à domicile, et qu'ils s'embrouillent également dans l'établissement des feuilles de paye. Tout ceci s'ajoutant au fait que les employés viennent de trois entreprises qui ont fusionné créant la mauvaise habitude d'établir des sous-catégories à l'intérieur de la convention avec des salaires inférieurs à ceux des accords, ainsi qu'au peu de temps que les salariés restent en place et à la complaisance démocratique de leur vertical (*allusion aux syndicats verticaux franquistes qui regroupaient les gens par corporation et non par catégorie (pardon, classe!) sociale, n.d.r.*) comité d'entreprise aboutit à ce qu'on ne trouve pas deux ou trois feuilles de paye semblables.

Les heures supplémentaires se font selon le système de la « camaraderie », c'est-à-dire que les travailleurs assument qu'ils ne vont pas les toucher. La combine est généralisée dans l'entreprise, et tous appartiennent à une grande famille patriarcale pleine d'autorité. Mais quand sonne l'heure du départ parce que tu n'en peux plus (ils ne te licencient jamais), le solde de tout compte est habituellement proche de zéro. Grâce à l'action directe et à la pression, nous avons obtenu fin juillet d'entamer des négociations qui ont abouti à ce que le camarade Luis perçoive ce que nous exigeons. Entre les 680 000 pesetas que nous réclamions et les 18 000 qu'offrait l'entreprise, le camarade accepta de toucher 420 000, ce qui mit un terme à cette partie du conflit.

La camarade Eva ne s'est vu proposer que 100 000 des 680 000 qui étaient réclamées. Sur ce point les négociations ont été rompues le 13 août 2001.

Devant l'impasse, l'assemblée du SOV d'Alcalá décide de passer par dessus l'imbécile en charge des questions de personnel et demandait de redoubler d'efforts avant le procès (ils montraient un grand intérêt à savoir devant quel tribunal l'affaire allait être jugée) qui s'est déroulé en octobre.

Vous pouvez continuer à envoyer des fax au 913 829 842 à l'intention de cette grande démocrate d'Esther et vous pouvez téléphoner aux responsables de ces questions à la Communauté de Madrid : Javier Kagigal au 610 299 117 (irresponsable en chef du département) et Manuel Fuentes au 610 299 107.

Un cordial salut anarcho-syndicaliste.

Agence confédérale
Alcalá de Henares

Article paru dans CNT de septembre 2001
Traduit par Basiliso

pratiqué dans le groupe et les salariés ainsi recrutés seront rémunérés selon des objectifs de production et non plus selon le temps de présence.

Dans un autre style, Comdirect, le courtier en ligne de la Commerzbank, mettra en place progressivement à compter du 1^{er} octobre des mesures de temps partiel : travail et salaire de plus de la moitié de l'effectif (mille trois cents employés au total) seront réduits de vingt pour cent durant six mois. À l'issue de cette période, la direction prévoit de moduler ces mesures « en fonction de l'évolution du marché ». Et le gouvernement allemand dans tout cela ? Il accompagne ces mesures et les syndicats, malgré quelques critiques, paraissent satisfaits des réformes entreprises parce que justement les piliers fondamentaux du capitalisme, consensus et cogestion, ne sont pas remis en cause. On va les associer davantage à des prises de décision, comme sur les fonds de pension mis en place au niveau des branches par exemple. Rappelons que le pacte électoral signé après les élections de 1998 par la coalition rouge-verte au pouvoir de l'ambition de « moderniser la société, donc l'économie ». Réforme fiscale, privatisation, développement des fonds de pension, cela a un air vague de « mondialiste » mais le gouvernement allemand se défend bien de vouloir « américaniser » à outrance. Après tout, l'Allemagne a ses traditions ! La cogestion en est une et on lui jette sans cesse des os à ronger.

Martine-Lina Rieselfeld.



Espagne

Eduardo García libéré sous caution

APRÈS presque un an de prison préventive, le jeune Eduardo Garcia (cf. *le Monde libertaire* de la semaine passée) est sorti de la prison de Soto Real le 22 octobre à 9 heures du matin après avoir acquitté la somme de cinq millions de pesetas. Une cinquantaine de personnes, famille et soutiens du jeune homme, l'attendaient à sa sortie pour l'accueillir chaleureusement. Depuis le 8 novembre 2000, le jeune libertaire était accusé d'être l'auteur de lettres piégées envoyées à divers journalistes.

Source agence UPA, 22 octobre 2001

Une rue Durruti à Léon

LE FAMEUX militant anarchiste Buenaventura Durruti donnera son nom à une rue de sa ville natale, Léon. L'inauguration de cette rue, située dans le quartier San Andrés devait se tenir le 8 novembre à 18 heures et résulte du travail réalisé par un groupe de syndicalistes de la CGT (anarcho-syndicaliste). À cette occasion, une exposition, une conférence et un film seront proposés au public afin de mieux connaître la vie du célèbre anarchiste.

Source CGT Reus

Colombie

Les assassinats continuent

DÉPUIS le début de l'année 2001, il y a eu en Colombie 115 assassinats, 23 attentats et 66 disparitions de syndicalistes et d'ouvriers. La politique criminelle contre les syndicalistes colombiens continue. La persécution et les agressions contre les droits fondamentaux des travailleurs, des acti-

vistes et des leaders syndicaux ne s'arrêtent pas. Ce qui indique clairement que le gouvernement ne prend pas les mesures nécessaires pour freiner la barbarie qui cherche à exterminer le mouvement syndical colombien.

Source CGT espagnole

Autriche

L'ÉTAT autrichien subventionne l'extrême droite. Il y a peu, le gouvernement mit un point final (expression de K. Grasser, FPÖ, ministre) aux exigences des victimes de l'ère nazie avec la « loi du fond d'indemnisation » et la « loi de réconciliation ». Maintenant, ils commencent – avec l'aide des sociaux démocrates – à s'occuper des « nôtres » (Jörg Haider, FPÖ). Tout d'abord, ils approuvèrent une loi pour l'indemnisation des prisonniers de guerre d'un montant de 5,85 millions d'euros par an pour les ex-soldats de la SS, qui étaient prisonniers dans l'est de l'Europe pendant et après la Deuxième Guerre mondiale.

En été 2001, le gouvernement installa un « fonds pour les expulsés ». C'est une aide de 7,3 millions d'euros pour les groupes allemands déplacés par les antifascistes à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Cet argent pourra aussi profiter aux fascistes autrichiens : une bonne partie de l'argent sera donné à la maison de la Patrie de Vienne, où le groupe Neuer Klub a ses activités. Le NK fut fondé en 1957 par des fascistes et ex-nazis. Dans le règlement de ce groupe est stipulé que ne

peuvent en être membres que « les hommes appartenant au peuple allemand ».

Depuis 1997, le NK tient tous ses meetings à la maison de la Patrie. Parmi les orateurs on trouve quelques-uns des personnages d'ex-

trême droite autrichiens et allemands les plus en vue : Mag. Martin Hobek, Dr Lothar Hoebelt...

Par ailleurs, le gouvernement autrichien subventionne le journal d'extrême droite *Zur Zeit*, édité par Andreas Moelzer, à hauteur de 58 000 euros à travers un fond de soutien à la presse. Une fois de plus, on voit clairement que le préambule que Jörg Haider et Wolfgang Schuessel (OeVP) avaient dû signer avant la prise du pouvoir ne vaut pas un sou ! Dans ce préambule, il était écrit que le (futur) gouvernement « condamne et lutte contre toute forme de discrimination, intolérance et diffamation ». Et « qu'il devait en plus travailler pour une Autriche dans laquelle n'existent ni xénophobie, ni antisémitisme, ni racisme ». Le périodique *Zur Zeit* est le successeur de l'édition autrichienne du néonazi allemand *Junge Freiheit*. Son éditeur Andreas Moelzer est encore conseiller culturel de Haider.

« Maudite Autriche »

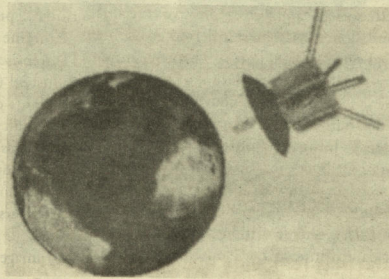
LE BULLETIN mensuel de contre-information *Maudite Autriche* est né du constat du manque d'information sur les agissements du gouvernement de Jörg Haider (coalition FPÖE extrême droite et OeVP droite conservatrice).

Italie

DEUX anarchistes de la ville de Rovereto ont découvert le 1^{er} août un système de localisation par satellite (GPS) et deux micros à l'intérieur de leur voiture.

Le dispositif était encastré entre les sièges et le châssis du côté passager, alimenté par la batterie de la voiture et connecté à deux microphones fixés à l'aide de silicone. Il fut découvert à l'occasion d'une légère avarie du système électrique du véhicule. Mais il semble également que la serrure ait été forcée. Ce n'est pas la première fois que des militants de la mouvance libertaire italienne rencontrent des dispositifs de cette nature dans leur voiture ou leur habitation : en mai 2000, un activiste de Canavese découvrit des micros cachés dans sa fourgonnette et sa maison. Un an avant, des libertaires de Turin localisèrent une petite caméra en face de chez eux.

D'après CNT septembre 2001 et A-Infos



La Sodexho est dans un bateau Un prisonnier tombe à l'eau

LA CAMPAGNE contre l'entreprise Sodexho, numéro 1 mondial de la restauration, se poursuit dans l'Hexagone pour dénoncer et entraver ses activités au travers de sa filiale, la SIGES. Celle-ci, en effet, investit dans les prisons sur au moins deux continents, en Australie et en Europe, après avoir déclaré se retirer des États-Unis.

En ce qui concerne la France, c'est donc la SIGES qui cogère avec l'État cinq centres de détention¹ et trois maisons d'arrêt². Elle intervient dans les domaines suivants : restauration, blanchisserie, nettoyage, enseignement, activités socio-éducatives, formation professionnelle, santé, travail,

multinationale Sodexho quitte les activités où elle est présente dans le milieu carcéral, dans l'Hexagone et partout dans le monde. Cela n'en est pas pour autant un appel à un retour de l'État. Nous ne voulons plus de prison du tout. C'est ainsi qu'à Paris, l'Observatoire du droit des usagers, Ras les murs, Act-up, la CNT, Scalp-Reflex et tous les électrons libres qui le souhaitent, ont mené une action ciblant les intérêts économiques d'une des filiales de la Sodexho : La Compagnie des bateaux parisiens. Trois groupes se sont constitués pour intervenir. Un premier groupe est monté à bord du bateau croisière qui sillonne la Seine du pont d'Iéna jusqu'à l'île Saint-Louis et c'est de là qu'une banderole de huit mètres a été dépliée sur laquelle on pouvait lire « Les prisonniers c'est du fric pour la Sodexho ». Il s'est ensuivi une prise de parole, diffusion de tracts, slogans, etc. Côté visibilité, on peut imaginer le monde qui se promenait, par ce temps estival, sur les quais de la Seine et le nombre de gens qui ont très largement remarqué l'action et qui n'ont pas hésité à s'arrêter et à s'interroger. Il y avait de plus, une dizaine de petits groupes disséminés sur les quais et sur les ponts qui servaient d'interlocuteurs, en distribuant le tract au passage du bateau, attirant l'attention, répondant aux questions. Enfin, un troisième groupe se trouvait avec une seconde banderole devant l'embarcadere pour informer et attendre le retour des camarades sur le bateau. Tout le monde, une cinquantaine de personnes, s'est retrouvé à l'embarcadere pour accueillir la croisière en folie.

À Nantes, les Scalp de Nantes et celui d'Angers, qui sont partie prenante de la campagne, étaient présents le même jour à la même heure devant la Compagnie des bateaux nantais pour une diffusion de tracts au départ du bateau-restaurant. Un responsable de la compagnie a tenté d'empêcher le rassemblement, sans succès.

Nous attendons prochainement les éventuelles répercussions de l'action sur l'image de la Sodexho et sur les choix stratégiques vers lesquels elle s'oriente. Nous avons, par contre, peu à attendre de la part des médias surtout lorsqu'il s'agit d'intérêts économiques, les infos ne sont jamais relayées (exemple : Accor, Abbott pour ne citer qu'eux). La Sodexho s'était peut-être imaginé qu'elle échapperait définitivement à la contestation en se dégageant de CCA (Correction, Corporation of America) mais il est particulièrement intéressant de s'attarder un peu sur les raisons du départ de la Sodexho des États-Unis.

Une campagne a été menée outre-Atlantique depuis plus d'un an dans une cinquantaine de facultés afin de forcer l'entreprise à se retirer du complexe carcéro-industriel (CCA). Il y a plusieurs mois, les étudiants ont gagné quelques batailles en réussissant à chasser le restaurateur de quatre universités. Une contagion s'est alors emparée des autres, il était donc temps pour la multinationale de limiter les dégâts. Mais, par ailleurs, la Sodexho fait partie de ces holdings qui sont extrêmement soucieuses de leur image de marque, partout, sur tous les

continents où elle est présente. La concurrence est rude, voyez-vous, lorsqu'on tient à garder le monopole (n'oublions pas qu'elle est n° 1 mondial de la restauration).

Ajoutons à cela, qu'un autre élément vient encore entacher de façon continue l'image « poupée Barbie » de notre petit n° 1. Cet élément n'est autre que le mouvement pour l'abolition de la peine de mort, notamment la lutte pour la libération du prisonnier Mumia-Abu-Jamal et de tous les prisonniers politiques aux États-Unis. Ajoutons à cela, aujourd'hui, dans l'Hexagone l'initiative³ des sociaux et compères d'Ensemble contre la peine de mort qui ont effectué leur premier congrès mondial à Strasbourg en juin 2001. Dans un récent communiqué, la Sodexho a annoncé son désengagement de CCA en justifiant que cela n'est plus conforme à son éthique. Dorénavant l'entreprise « citoyenne quand j'veux » investira ses billes – je cite – « dans les pays démocratiques, ne pratiquant pas la peine de mort et pour lesquels la finalité de l'incarcération est la réinsertion ». Décidément, Sodexho nous donne vraiment envie de gerber dans sa gamelle.

Soudainement, Sodexho a une éthique alors qu'elle a tissé sa toile financière aux États-Unis depuis des années en sachant que la peine de mort a été rétablie en 1976... et qu'un Black ou un Chicano a neuf fois plus de risques d'être exécuté par une justice raciste et xénophobe.

Soudainement, M. Pierre Bellon et fistons ont une morale sachant que la politique de construction intensive des prisons participe d'une logique de criminalisation, de pénalisation et d'exécution des pauvres et des minorités. Comme nous l'énoncions dans le tract de l'action, Sodexho ne nous fera pas croire qu'elle s'oppose au processus de mise en pratique de l'idéologie sécuritaire et répressive destiné à réprimer les dites « classes dangereuses » partout dans le monde.

Bref, cette justification morale est bien entendu un leurre, un gigantesque écran qui

va permettre à la Sodexho de réapparaître prochainement plus blanc que blanc. On peut déjà envisager et craindre qu'elle surgira en déguisant son bis'ness en prestations sociales destinées à rendre les conditions des détenus et les prisons dans leur ensemble « plus humaines » (Vous savez la prison high-tech) et puis il ne faudra pas se plaindre car ailleurs ce sera pire. Sodexho est une entreprise citoyenne, responsable et soucieuse des droits humains... Il fallait s'en douter. Rappelons-nous cet hiver tous ces sbires réunis à Davos pour nous chanter le refrain de leur chanson qui s'intitule : Capitalistes de tous les pays unissez-vous, il existe une nouvelle entreprise citoyenne est née. À bientôt la Sodexho.

1. Argentan, Châteaurox, Châteaudun, Neuvic et Uzerche.
2. Bois-d'Arcy, Chartres et Nanterre.
3. Initiative quelque peu crapuleuse quand on sait qu'après l'abolition de la peine de mort était votée la peine de prison incompressible de 50 ans.

Christophe Ennajoui

wari-wulf@wanadoo.fr

Source : agence de Presse A-Infos



cantine et service à la personne. Cette entreprise pleine d'éthique prétend contribuer à améliorer les conditions de vie des personnes détenues tout en masquant la logique de profit qui la sous-tend par un discours à dominante sociale sur son « action citoyenne ».

Derrière ce miroir aux alouettes se cache une tout autre réalité, celle de la privatisation du milieu carcéral et les dents longues de la Sodexho qui a bien l'intention de se croquer une bonne part de marché. Mais, il ne s'agit pas tant d'attaquer, d'un point de vue moral, la participation des entreprises privées dans les prisons même s'il est difficilement supportable de constater qu'elles se font du fric sur le dos des prisonniers. Il convient surtout de démasquer leur engagement financier et moral au renforcement de cette société capitaliste, répressive et sécuritaire, dont la prison est le dernier maillon.

Le mercredi 20 juin à 19 heures, l'entreprise « citoyenne » Sodexho, à fort engagement social, a été une nouvelle fois la cible d'une campagne qui démarra le 4 avril 2001 dans l'Hexagone (journée internationale contre la Sodexho, lancée par des étudiants américains) qui vise à dénoncer les divers et nombreux investissements de cette multinationale au sein des prisons, dans l'Hexagone et dans d'autres pays. Nous voulons que la



Différend syndical et liberté d'expression

LE 18 octobre 2001, le tribunal correctionnel de Bordeaux a relaxé SUD-PTT Gironde ainsi que Gilbert Hanna, secrétaire départemental, tous deux poursuivis pour diffamation publique par la fédération FO-PTT et son secrétaire national Jacques Lemerrier.

Le différend portait sur la fameuse affiche « Wanted dead or alive » placardée sur quelques panneaux syndicaux au moment de la signature de l'accord RIT par FO, la CGC et la CFTC à France Télécom. L'affiche fut largement diffusée sur l'intranet de France Télécom à l'occasion de la signature par des organisations minoritaires de cet accord que le personnel conteste. Elle représente la séance officielle de signatures de l'accord 35 heures à France Télécom avec les quatre signataires dont Jacques Lemerrier pour la fédération Force ouvrière et Michel Bon pour la présidence de France Télécom. L'affiche signalait que certains des signataires étaient payés pour signer, d'autres non (quoique!). Cette affiche, non signée, est d'origine inconnue.

En outre, la justice condamne FO-PTT au versement d'une indemnité de 3 000 F à la personne physique du secrétaire départemental, Gilbert Hanna.

Ouf, voilà un procès qui ne servira pas à réduire la liberté d'expression et qui laisse les salariés juges des positions syndicales respectives.

Info transmise par le groupe Emma Goldman de Bordeaux

Les gredins

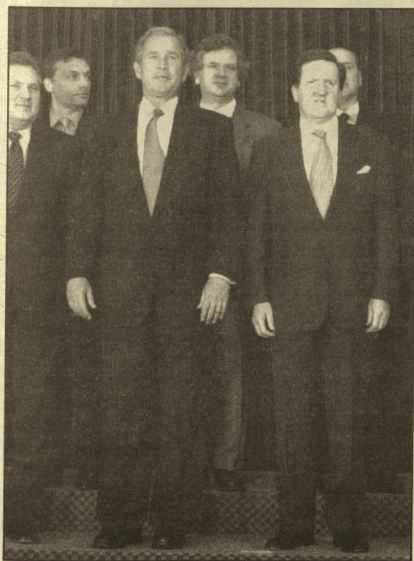
RACE DE PETITS CHIENS appelés couramment épagnouls d'Angleterre parce qu'ils sont originaires de ce pays. C'est surtout au sens figuré que ce terme est connu et employé dans le langage populaire pour désigner un individu sans scrupules, une personne vile et sans moralité. « À quoi cela servirait-il, si les gredins triomphent encore? », disait d'Alembert. Le fait est que si la Révolution française a exécuté une quantité de gredins, d'autres se sont enfuis pour échapper au juste châtement du peuple; depuis, la République a donné naissance à une nouvelle catégorie de canailles, et la gredinerie s'exerce sur une grande échelle. La grande guerre du « Droit et de la Civilisation » a permis aux gredins de se multiplier et, aujourd'hui, leur nombre est incalculable. On les remarque dans toutes les branches de l'activité humaine. Ils ne se cachent pas : le monde leur appartient. Sans probité, sans honneur, sans amour-propre, sans scrupules, on les voit partout où il y a à piller, à rafler, à voler. Rien ne les arrête; ils sont certains de l'impunité, puisqu'ils ont leurs complices dans les parlements et jusque sur le banc des gouvernements.

Jamais satisfaits; avides toujours de plus de richesses et de plus de jouissances, ils participent à toutes les opérations louches et sales qui sont susceptibles de leur apporter quelques bénéfices. Ils espionnent et ils trahissent, et ils n'ont d'amis que dans la mesure où cela leur rapporte. Les gredins sont les maîtres de la terre. Par leurs rapines, ils ont conquis le globe. Pour acquérir plus de puissance encore, lorsque leurs privilèges sont menacés ils jettent les hommes les uns contre les autres dans des guerres meurtrières et, dans le sang de leurs victimes, ils récoltent encore des honneurs et des richesses.

Mais tout a une fin; la gredinerie a atteint son apogée, et les peuples se rendent compte, à la longue, qu'ils sont honteusement exploités par les gredins qui dirigent la chose publique. Ivres de liberté, les asservis se révoltent aux quatre coins de la terre contre tous les bandits qui, depuis des siècles, les grugent en les grisant de belles paroles. L'évolution et la Révolution accomplissent leur besogne historique et l'heure ne tardera pas à sonner où, tous les gredins étant définitivement châtiés, la terre ne sera plus peuplée que d'hommes probes et honnêtes.

Encyclopédie anarchiste

Encyclopédie anarchiste



Les fripouilles

MOT POPULAIRE qui signifie : canaille, voleur, escroc. Une fameuse fripouille, une grande fripouille. Le mot est entré dans la langue et est maintenant utilisé assez couramment. Il serait erroné de penser que la fripouille ne se recrute que dans les basses classes de la société, dans ce que l'on peut considérer comme les déchets de l'humanité. La fripouille se rencontre partout, et l'on peut dire que la bourgeoisie a un contingent de fripouilles bien supérieur à celui que l'on rencontre dans les bas-fonds des grandes agglomérations.

Naturellement la haute fripouille ne présente pas les mêmes caractères que la basse pègre, mais elle est plus dangereuse, car elle se couvre du masque de l'honnêteté et de la probité. La fripouille capitaliste n'attend pas sa victime au coin d'une rue pour lui soutirer sa bourse; elle opère beaucoup plus adroitement et aussi avec plus de chance de succès et moins de danger. C'est dans les combinaisons financières qu'elle exerce son génie malfaisant et les malheureux qu'elle dépouille de leurs faibles économies sont nombreux. De temps à autre, mais rarement, à la suite d'une maladresse, un de ces grands escrocs tombe sous le coup de la loi; il se tire généralement d'affaire à bon compte et reprend ses occupations honoré de tous, car aujourd'hui chacun se courbe devant la richesse, et l'homme qui sait se procurer de l'argent, fût-il une fripouille, mérite la considération de ses semblables. Cela marque la fin d'un régime qui se perd dans la corruption.

Encyclopédie anarchiste



La canaille

ON APPELLE canaille un ramassis de gens méprisables. La canaille est souvent aux honneurs. Depuis le banquier et le mercanti, jusqu'au politicien et au militaire, la canaille règne en maîtresse dans la société actuelle. De petite ou de grande envergure, suivant qu'elle a plus ou moins bien réussi, elle exploite et dupe de toutes les façons la masse des travailleurs. Aucun scrupule ne l'embarrasse. Pour arriver à ses fins, pour assouvir sa soif d'argent ou de pouvoir, elle est prête à tous les crimes. Tous les moyens lui sont bons. Les accapareurs affameront le peuple pour arrondir leurs revenus et réaliser de scandaleux bénéfices. Les soudards galonnés enverront à la mort des milliers de jeunes garçons pour se tailler une sanglante gloire. Les politiciens feront de leur talent le plus vil commerce pour satisfaire leur ambition. Les prêtres exploiteront et monnayeront sans vergogne le besoin de mysticisme de l'homme. Et cette canaille opprimerà le monde jusqu'au jour où les travailleurs, enfin conscients de leurs droits, se refuseront à être plus longtemps des instruments passifs de la bourgeoisie. La canaille sera emportée par le flot régénérateur de la Révolution sociale.

Encyclopédie anarchiste

Les bandits

SELON la définition bourgeoise du mot, un bandit est un individu en révolte ouverte contre les lois et qui vit d'attaques à main armée. La bourgeoisie ne manque d'ailleurs pas de cataloguer sous l'épithète de bandit tous les réfractaires, tous ceux qui ne veulent pas plier leur échine sous son joug. Cela pour attirer sur ces réfractaires la réprobation publique et les discréditer aux yeux d'une masse inconsciente. Parmi les individus que l'on désigne sous le nom de bandits, il faut faire une distinction. Il en est qui s'attaquent à la propriété bourgeoise dans le seul but de

s'approprier cette propriété sans effort et qui sont animés des mêmes vices et des mêmes égoïsmes que la classe possédante. Ces bandits-là ne sauraient nous intéresser énormément. Seuls les moyens employés pour jouir des richesses changent, mais la mentalité reste la même. Mais il est une autre catégorie de « bandits » dont nous sommes prêts à prendre la défense envers et contre tous : ce sont les malheureux qui, pour manger à leur faim ou pour se soustraire à une tyrannie intolérable, entrent en guerre contre la société. Ceux-là sont des victimes de l'état actuel des choses et on ne saurait les blâmer à la légère d'avoir recours à des solutions extrêmes.

Pour les anarchistes, ce ne sont plus des « bandits », mais des infortunés qui défendent leur droit à la vie, leur part de soleil et de lumière. Ce sont des victimes qui se révoltent et ne veulent plus accepter leur fardeau de misère. Ils sont à plaindre, à aider, et non à condamner comme des bêtes féroces. — Est-ce à dire qu'il n'existe, somme toute, pas de « bandits » sur notre planète, de véritables bandits? Non, loin de là. La société est malheureusement infestée de vautours sans scrupules qui sèment la misère et le deuil : ce sont les exploités de tout acabit, bandits légaux qui détournent leurs contemporains sous l'œil complice des gendarmes. Bandit : le directeur d'usine qui s'enrichit sur le dos d'ouvriers qui trimeront pendant toute leur existence et qu'on laissera crever comme des chiens le jour où, vieillissants et usés, ils ne pourront plus résister à la fatigue de l'atelier. Bandit : le banquier qui berne de pauvres diables, leur arrache des économies durement acquises et les ruine dans des spéculations de Bourse. Bandit : l'homme d'État qui déclenche une guerre où seront massacrés de naïfs travailleurs. Voilà les véritables bandits, ceux qu'il ne faut pas cesser de démasquer.

Encyclopédie anarchiste

1934



Expressions

Cent fleurs à l'usine

« Les ouvriers de production travaillent comme des forçats et subissent parfois des retenues sur leur paie. Les techniciens, eux, étudient et tiennent des réunions pendant leur temps de travail. Non seulement ils touchent l'intégralité de leur salaire mais ils sont même assurés de recevoir leurs primes. Je demande au directeur : à qui appartient le capital ? »

Dazibao de Liu Giufa, tourneur à l'usine de chaudières de Shanghai

FRANCIS GIPOULOUX traite ici du conflit surgissant dans les années 1950 entre la classe ouvrière et le Parti communiste chinois au pouvoir. Initié par la direction du Parti, le mouvement des Cent fleurs a ouvert, quelques mois durant, un espace de discussion dans lequel les ouvriers, largement minoritaires en Chine à l'époque, ont exprimé leur opposition à l'industrialisation massive, aux cadences de travail inhumaines, aux salaires dérisoires, au mépris dont les bureaucrates au pouvoir tenaient, dans les usines, les problèmes d'hygiène et de sécurité. Bref, a été posé très concrètement, dans les grèves, les meetings et les pétitions, le problème de l'opposition ouvrière dans un pays socialiste, où le pouvoir est supposé être son porte-parole.

Il faut ici souligner la profonde compréhension de l'auteur de la réalité des luttes ouvrières. À travers les discours officiels, la presse chinoise et les « campagnes de rectification », il devine la multiplication des grèves perlées, de l'absentéisme massif, du turn-over, du sabotage et du vol : toutes ces formes de luttes individuelles ou souterraines que les travailleuses sont obligées d'adopter quand la lutte franche et ouverte est rendue impossible par la mainmise du parti et du syndicat sur tous les espaces de discussion et de contestation. Les conflits internes aux usines, entre ouvriers et cadres, mais aussi entre maîtres ouvriers et apprentis, sont analysés en détail.

Il montre également comment, au sein même du Parti et de la fédération des syndicats, naît durant les Cent fleurs un courant syndicaliste de classe, mené dès 1951 par Gao Yuan. Ce courant refuse de faire du syndicat une courroie de transmission du Parti et envisage explicitement que le syndicat, organe de la classe ouvrière, puisse entrer en conflit avec le Parti et l'État pour la défense des travailleurs. Gao Yuan et ses amis seront dénoncés comme « droitiers » et écartés du syndicat et du Parti en 1957.

Par ailleurs, il démontre comment le Parti emploie les campagnes de propagande en direction des ouvriers pour canaliser leur énergie et leur recherche d'une vie meilleure en vantant les mérites d'une industrialisation toujours plus massive, c'est-à-dire, en définitive contre leur propre intérêt de survie. La presse communiste dénonce inlassablement comme droitiers, réactionnaires et (petits)-bourgeois les ouvriers qui refusent de se plier à la discipline d'usine, d'accepter d'être sacrifiés individuellement à la chimère de la productivité garante du bonheur collectif.

C'est donc une lecture utile, non seulement pour connaître et comprendre l'activité autonome des travailleuses et des travailleurs dans la révolution chinoise, mais aussi pour réfléchir sur les dangers qui menacent toute perspective révolutionnaire, sur la nécessité de rester sur le terrain de la lutte de classe sans jamais se placer dans une perspective « gestionnaire » ou « productiviste », même au nom des « conditions objectives » et de la « victoire de la révolution ». Le capitalisme n'est pas fondé sur l'existence de la bourgeoisie, mais sur celle du travail [salaré, n.d.l.r.] : on ne peut abolir l'une sans l'autre. C'est ce que nous rappellent les luttes des ouvrières contre le travail, en Chine, en Espagne ou ailleurs, chaque fois qu'on a prétendu gouverner en leur nom.

« Que ceux qui ne sont pas satisfaits par ce type de société s'organisent courageusement et constituent une force qui lutte contre le gouvernement. Le socialisme est la restauration de la société esclavagiste. La vie des masses est pire que celle des bêtes. » Tract de Qian Guojian et de ses camarades de l'usine de construction mécanique Yudachang à Shanghai. Qian est arrêté le 11 juillet 1957, motif : « Anarchiste et irresponsable. »

Nicolas

<http://www.crosswinds.net/~minerval>

François Gipouloux, *Les Cent fleurs à l'usine. Agitation ouvrière et crise du modèle en Chine, 1956-1957*, éd. EHESS, 1986, 373 pp.

Tournée du RASH

Limoges, vendredi 3 novembre

Salle John Lennon, 20 heures : concert avec Brigada Flores Magon, Bolchoi (Oi! Toulouse), Sons de Lucha (Street-Punk, Bordeaux), Ya Basta (ska-punk, Paris). Entrée : 50 F. Tables de presse, expo photos.

Bordeaux, samedi 4 novembre

Enorme programme (projection, débat, sound-system). Même plateau + un groupe étranger. Pour tous renseignements : oncle.oi@libertysurf.fr

Paris, samedi 10 novembre

CICP, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris. Métro Rue-des-Boulets ou Nation. En soutien à Barricata, à l'AFA et à Thomas Meyer-Falk, prisonnier allemand. 13 heures : salon du livre libertaire. Débat. Expo photos. 17h30 (heure précise!) : Los de Abajo (Punk. CNT-FAU PX), Senza Sicura (Ska Punk de Trévise, Italie), Beggars AKA (GB/Allemagne), Brigada Flores Magon. Entrée : 40 F.

Paris, samedi 11 novembre

CICP 16 heures : Projection. 17 heures : Ya Basta, Embuskade (Paris), Bolchoi. Entrée : 30 F. Tables de presse.

Metz, vendredi 23 novembre

Lieu à définir. Brigada Flores Magon + J'aurais Voulu (Colmar) + guest.

Dijon, samedi 24 novembre

Tannerries, 19 heures : Brigada Flores Magon, The Rest (HC Brésil)... Entrée : 30 F. Renseignements : RASH21@net-up.com

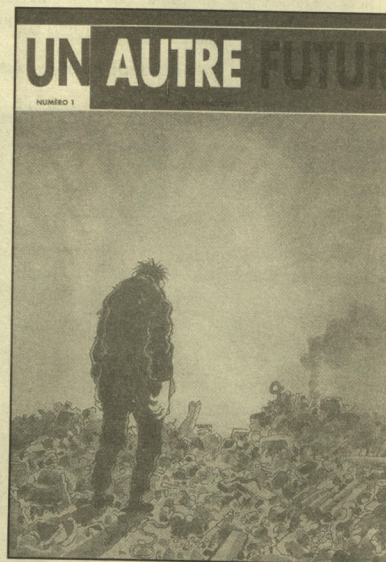
Infos diverses et copinage : le site de Barricata n'est pas fini mais il est en ligne (multimania.com/durruti). Le prochain fanzine sortira d'ici trois semaines. Le #6 et le #7 restent disponibles à notre adresse. Le nouveau 7 titres de la Brigada sort fin octobre, idem pour le split Bolchoi/ Cosa Nostra. L'affiche de la fête du RASH est dispo. Nous contacter pour en recevoir.

Il y aura un concert de ska le 9 novembre à Confluences, organisé par le Sharp Paris. Avec très probablement Jim Murple Memorial et Moon Invaders.

À tous, amitiés rouges et noires.

Le RASH est un réseau international et internationaliste de skins radicalement antifascistes, antisexistes et anticapitalistes. Composé de militants libertaires ou communistes critiques, organisés et non organisés, il rassemble quelques milliers d'individus. Il existe sous forme de sections au Mexique, en Colombie, au Chili, aux États-Unis, au Canada, en Indonésie, en Russie, en Italie, en Espagne, en Suisse, en Allemagne, au Portugal, en France et dans bien d'autres pays, mais de façon plus marginale. Constitué au milieu des années 90 pour rassembler tous les « redskins » et lutter plus efficacement contre la gangrène raciste dans la rue, dans les stades, dans les facultés, en concert ou sur les lieux de travail, le RASH a progressivement élargi ses champs de lutte (soutien aux prisonniers...) et participe aujourd'hui à la constitution d'une contre-culture alternative, combative et solidaire. Ses principaux moyens d'expression sont la musique et le fanzine, mais aussi la photographie, le dessin et Internet. De fait, il tend à conscientiser ou à reconscientiser une certaine partie de la jeunesse.

Red & Anarchist Skin Heads Paris-Banlieue
rashparis@hotmail.com
Adresse: Chez Crash Disques 21 ter rue Voltaire. 75011 Paris



Signalons la parution du premier numéro de la revue du syndicat CNT de la Communication, de la Culture et du Spectacle, 19,60 F (3 euros).

« ABC Africa » de Abbas Kiarostami

ABC AFRICA est un document singulier, il porte la marque de son auteur, Abbas Kiarostami qui n'a jamais été en Afrique : le film est une commande d'un organisme humanitaire, un film requête. Il fallait prendre des notes, rapporter des impressions, participer à la lutte contre le sida. Entière liberté sur sa façon d'honorer cette commande, ce contrat moral : Kiarostami emmène donc en Ouganda des caméras DV, prend un assistant et s'intéresse à l'Afrique. Il est bouleversé par la beauté, la dignité, l'élégance des gens qu'il rencontre. Il filme très peu la maladie : ABC Africa est comme tous ses films un hymne à la vie. L'arbre emblématique de ses films est de la partie, mais il a changé de nature : l'olivier iranien est devenu un baobab africain. Autour de l'arbre se réunissent les vieux, les femmes et les enfants. C'est là que nous voyons qu'il filme la mala-

die par défaut : car qui peut encore se réunir autour du baobab, ce sont les vivants, les survivants. Beaucoup d'enfants sont là, quelques femmes qui s'occupent de tous ces orphelins et orphelins (on parle de 1 600 000). Visiblement fasciné par une femme d'un certain âge qui, alors qu'elle est seule, prend soin de trente deux enfants, il filme sa générosité à l'œuvre, l'interroge encore et encore. Il questionne toutes les femmes organisées en collectif pour prendre soin des innombrables orphelins. Une coopérative est née, l'entraide est réelle, les femmes s'en sortent grâce à l'aide internationale et à leur organisation en autarcie. Avec joie il filme l'exubérance des enfants, répond à toutes leurs questions curieuses, leur passe sa DV pour qu'ils découvrent cette caméra... comme lui. Attentif aux couleurs, Kiarostami photographie plus qu'il ne filme, saisit toutes les

nuances, admire les couleurs de l'Afrique, les célèbres, enregistre la splendeur des habits, leur diversité infinie. Admirateur de la beauté des femmes, il s'attarde sur les visages. Puisqu'il découvre les conditions de vie des Africains, nous assistons aussi aux coupures de courant dont souffre la capitale Kampala et son hôtel. Kiarostami filme dans le noir, enregistre l'éclair qui strie le ciel. L'obscurité et la nuit noire nous renvoient à notre confort, à nos habitudes sous d'autres latitudes : avoir accès à l'eau, gaz et électricité, que nous n'interrogeons plus du tout. Quoique nous puissions penser de l'Afrique du sida, filmé par lui, un documentaire de Kiarostami est toujours un film, un film de cinéma. Sortie nationale, en salles, le 24 octobre.

Heike Hurst
Radio libertaire

Entretien avec Abbas Kiarostami, à propos de ABC Africa (Entretien réalisé à Cannes 2001, le 12 mai)

Quel but avez-vous poursuivi avec ce film ?

Abbas Kiarostami : Faire en sorte que les gens participent à l'aide à ce pays et aux enfants. Lorsqu'une spectatrice de Caroline du Nord m'a demandé après une projection comme elle pouvait aider, j'ai senti que je remplissais mon rôle : attirer l'attention sur la question des orphelins du sida en Ouganda. J'espère aussi que le pape aura l'occasion de le voir et de réfléchir à ce qui se passe dans ce pays avec l'opposition de l'Église à la contraception !

L'affiche du film et son titre reprennent l'enfant qui est adopté par un couple d'Autrichiens. Est-ce pour vous une solution pour ces enfants ?

J'ai fini le film sur la séquence de l'enfant adopté mais cela n'avait rien d'évident : le risque était que le spectateur pense que je préconise l'adoption d'enfants africains alors que je ne crois pas du tout à cette solution. Non seulement je ne crois pas que ce soit une solution mais je suis même inquiet pour le sort de cet enfant. C'est pour cette raison que je l'ai mis dans l'affiche sur un fil, avec l'interrogation de ce qu'il sera dans vingt ans. Dans le film, il est fait allusion à la situation locale de garder les enfants dans leur propre famille (la grand-mère) ou au moins leur milieu culturel. Cette affiche cherche donc à exprimer mon inquiétude pour l'avenir de l'enfant. On voit cela aussi dans le film quand le père adoptif propose à l'enfant de dire quelque chose dans le micro et que l'enfant ne peut rien dire et ne fait que jouer avec le micro. J'aurais voulu pouvoir dire dans le langage des bébés : « Revenez dans vingt ans, vous verrez ce que je vous dirai ! » C'est pour

moi la solution la plus immature qu'on puisse envisager, comme d'aller bombarder un endroit et de sauver les enfants ! Mais si l'adoption n'est pas une solution, quelle est la solution ? En tant que cinéaste, je ne suis pas l'expert des problèmes sociaux. Je me contente de poser la question.

La caméra digitale rend-elle justice à la difficulté de filmer la peau noire ?

Nous n'étions en fait pas partis pour faire un film mais invités pour faire des repérages pour un film : nous avons utilisé ces caméras que comme caméras-

donnent l'impression que votre caméra cherche à jouer sur les contrastes.

Il n'y avait aucune mise en scène : si nous ne sommes pas revenus sur les lieux pour tourner encore une fois les scènes qui nous avaient marquées c'était justement pour éviter la mise en scène. Les enfants sont habillés en jaune : on voit à quel point la gaieté est recherchée, et tout est fait pour éviter la couleur noire de la mort. J'ai souvent pensé à des tableaux de Gauguin : pour moi, la couleur signifie vraiment le désir de vivre.

Vous aviez dit après avoir tourné les Devoirs du soir que vous n'apparaîtriez

encore moins de raisons aujourd'hui d'être à l'écran !

Comment avez-vous géré personnellement la question du rapport à l'Afrique et son enfermement dans la problématique humanitaire ?

La vision que j'avais de l'Afrique était complètement différente de ce que j'ai pu vivre là-bas. J'en avais la vision CNN ou autres reportages télévisés où l'on voit tant de misères qu'on en vient à se dire que le sida est une bénédiction pour ce peuple, pour qu'ils en finissent enfin ! L'Afrique que j'ai rencontrée ne ressemble ni aux mouches ni à la saleté qui nous sont montrées. J'ai vu des gens qui essayent d'être élégants et beaux malgré la pauvreté, à l'image de leur nature si verte en Ouganda. C'est là que je sens la profondeur de la catastrophe, tant ce peuple a le sens de la vie. J'ai trouvé des gens d'accès aisés, gentils et qui, malgré leur grand besoin, ne demandaient jamais rien. Donc, extérieurement ils étaient pauvres, mais intérieurement ils étaient extrêmement riches ! On a par exemple jamais pu offrir un verre à quelqu'un tant la fierté domine. Je n'ai donc pas insisté sur le tragique : on peut voir le reste à la télévision !

Vous semblez résoudre ce problème par la musique et la danse, comme une alternative au misérabilisme.

C'est une réalité : quand j'ai vu les cassettes de musique dans la voiture

que l'on voit au début du film, j'ai pensé que le chauffeur ne les mettait pas pour nous respecter, c'est pourquoi je l'ai invité à mettre de la musique. C'est vrai que les musiques nous accompagnaient partout : quand l'une finissait, l'autre commençait ! C'est une Afrique très agréable et de très beaux souvenirs que je pourrais résumer ainsi : un peuple pauvre en apparence, mais si riche en profondeur.

Auriez-vous eu envie d'en faire une fiction ?

Non, mais j'aimerais bien y retourner en photographe.



stylo. Mais lorsque nous sommes revenus, nous avons constaté que les images étaient assez correctes, sachant que nous ne pouvions retourner là-bas avec une équipe pour reconstituer ce que nous avions vécu. Nous nous sommes dit que nous avions en fait le mieux de ce que nous pouvions faire. Sans le souci des couleurs et de la beauté, la vidéo numérique apparaissait ainsi comme le meilleur outil.

Tous ces enfants en jaune ou bien la caméra qui s'arrête sur un enfant noir aux yeux profondément bleus

plus jamais dans un film avec votre caméra. Et là, vous y êtes beaucoup !

Si j'avais su que ces prises d'images allaient devenir un film, je serais resté derrière l'assistant et n'aurais pas bougé. Au montage, nous avons rejeté beaucoup de beaux plans où je figurais ! Je me suis vu comme une tache sur le film mais il y a des plans que je ne voulais pas laisser tomber ! Ce n'était pas une mise en scène et j'aurais pu dire les choses sans apparaître dans le film. En plus, quand j'ai tourné les Devoirs du soir, j'étais plus jeune et plus beau ! J'ai

Vie du mouvement

Lyon

Aux demandeurs d'asile et sans-papiers en lutte, la préfecture et Colomb répondent par les coups et les arrestations.

C E MARDI 30 octobre, les demandeurs d'asile et les sans-papiers en lutte étaient devant la préfecture où M. Colomb (maire de Lyon) avait rendez-vous. Comme il avait été annoncé publiquement : où sera M. Colomb nous serons, et nous étions. N'est-il pas de ce parti socialiste responsable de la politique d'asile qui laisse sans droit aucun des dizaines de milliers de personnes ? Faire face à M. Colomb, c'est faire face à cette politique.

Nous étions donc face à la préfecture et nous chantions les slogans habituels : « J'y suis, j'y reste, je ne partirai pas », « Des papiers pour tous », etc. Depuis plusieurs mois nous demandons que s'ouvrent des discussions, et notre combat est clairement pacifique. La préfecture a décidé de nous répondre de la manière la plus violente : coups de matraques, insultes racistes et arrestations. Deux de nos camarades demandeurs d'asile ont été arrêtés. Ils ont été relâchés le soir même et devront comparaître le 5 mars 2002 au tribunal correctionnel sous l'inculpation de « résistance violente aux forces de police » (ben voyons !) Nous demandons la levée de ces inculpations. Il est clair aujourd'hui qu'après avoir tablé sur le pourrissement de la situation, la préfecture a décidé de mener une politique de peur.

Sachez le, M. le préfet et M. Colomb, nous ne nous laisserons pas intimider et vos démonstrations de force ne peuvent en aucune manière répondre à la juste lutte que nous menons pour nos droits.

Sachez que plus que jamais notre combat continue, que nous le mènerons jusqu'au bout, jusqu'à notre régularisation.

Plus que jamais nous avons besoin du soutien de tous et nous appelons toutes les personnes et organisations qui pensent que ce combat est juste à venir nous rejoindre et à marquer clairement leur soutien et leur solidarité en venant à la manif samedi 17 novembre à 15 heures, place des Terreaux.

Les demandeurs d'asile avec le groupe de veille pour la régularisation et la Fédération anarchiste. Soutenus par la Ligue des droits de l'homme, le collectif Solidaire avec les sans-papiers, le Secours populaire, la CFDT

Sans-papiers

L ES SANS PAPIERS de Lyon se sont rassemblés devant la préfecture. Ce type d'action est assez fréquent et s'est toujours globalement bien passé jusqu'ici. Mais, ce jour-là, les soixante sans-papiers ont été accueillis par une centaine de CRS. Ceux-ci ont chargé et frappé. Deux sans papiers parmi les plus impliqués ont été embarqués et gardés trois heures au poste.

Gaëlle

groupe Kronstadt, Lyon

Le groupe Kronstadt vient de publier une brochure de soutien afin de financer ses tracts et affiches compilant des « crises de foi » et des textes plus longs concernant les religions et les sectes. Certains de ces textes sont des inédits. Pour les commandes envoyez un chèque de 35 F (port compris) + 5 F par brochure supplémentaire commandée pour le port, à l'ordre de Kronstadt, à la Plume noire, 19 rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

Guingamp

Soutien aux libertaires

V ENDREDI 12 octobre deux soirées de soutien aux cinq de Guingamp (inculpé(e)s pour tags et collages anticapitalistes sur divers édifices publics et privés : banques, assurance, tribunal, etc. à propos notamment de ce qui s'est passé à Gênes) se sont déroulées. L'une à Brest avec un concert rassemblant près de cent cinquante personnes, et une autre à Rennes au squat l'Écluserie avec une bouffée rassemblant cinquante personnes. Le samedi 13 octobre a eu lieu un concert et des projections sur Gênes, Prague, les squats, avec cinq cents personnes à Begard.

Une réelle et large solidarité qui permet de voir venir le procès positivement, tant pour ce qui concerne la fré-

quentation, les soutiens qu'au niveau financier. Lundi s'est donc déroulé le procès de nos cinq camarades. Une cinquantaine de personnes étaient présentes, les unes venant de loin et d'autres des quatre coins de la Bretagne.

Tandis qu'ils et elles se sont égosillés dehors en criant « Solidarité pour les inculpé(e)s », « À Gênes comme à Guingamp, à bas le capitalisme », « Ni juges ni prisons n'arrêteront nos rebelions », nos cinq ami(e)s se sont vu énumérer les différents bombages qui leur étaient attribués, y compris quelques-uns avec lesquels ils et elles n'avaient rien à voir (insultes à caractère sexistes).

Les parties civiles étaient, bien évidemment, absentes. L'avocat de nos camarades a commencé par citer une

phrase de Bakounine (on croit rêver) et a orienté son argumentation sur le fait qu'ils et elles étaient une « espèce rare » car militant(e)s et citoyen(ne) (sic) et qu'on avait affaire ici à un délit d'opinion. Le procureur a réclamé trois mois de prison avec sursis. Verdict le 19 novembre à Guingamp.

Dehors, les manifestant(e)s ont donné une représentation théâtrale durant laquelle le capitalisme est passé en procès. Il a gagné pour vice de procédure. Mais nous n'avons pas dit nos derniers mots. « Ils pourront effacer nos slogans, ils n'effaceront jamais nos idées. »

Merci à tous ceux et à toutes celles qui se sont bougés.

Correspondant de Gwengamp, Breizh



Manifestation des sans-papiers à Lyon, 30 octobre 2001

À la petite semaine

La compil'

Q U'UN sclérosé en plaques, un sidéen, un cancéreux, un myopathes ou un leucémique apparaisse à l'horizon, et aussitôt les voilà... devant la caméra. Squatters des plateaux télé, invitées permanentes des émissions de variétés, les dames patronnesses se sont modernisées, médiatisées, et savent vivre désormais avec leur temps, celui de l'image. Aux chaussettes de laine patiemment tricotées chez soi à l'approche des premiers frimas, elles préfèrent la lumière et le bruit du petit écran, où l'on peut tout à la fois dégouliner de compassion et s'assurer à peu de frais une profitable promotion.

Assez lucides sur elles-mêmes, nos bien gentilles vedettes ont adopté le nom d'Enfoirés, seule vérité vraie dans ce fatras de

paillettes, de copinage fabriqué, de bons sentiments à la louche, de mise en spectacle déplacée de la misère et de la pauvreté.

L'hiver arrive, loin des studios, avec son lot d'abris de fortune, de baraques en papier, de cadavres gelés. Contre cela, les apôtres multimillionnaires d'une éœurante et perpétuelle charité viennent présenter le remède à acheter : la compil' des gavés, pour qu'une armée de loqueteux puisse déguster les miettes de leur grosse galette.

Allez, puisqu'en France tout finit par des chansons, comme la première fois il y a seize ans et comme chaque année, tous ensemble avec moi : « Aujourd'hui, on n'a pas le droit - D'avoir faim et d'avoir froid ! » (bis).

Floréal

Le shérif reconduit un outlaw aux limites du comté

L E 29 octobre 2001, métro Saint-Michel, un camarade d'Alternative libertaire vend son journal, comme il le fait depuis deux ans. Vers 15 heures arrive une bande de flics en civil, exhibant fièrement leurs cartes. Ils le somment de présenter ses papiers. Interloqué, notre camarade réplique qu'il n'est pas obligé de les remettre, mais devant l'insistance des représentants du sacro-saint ordre public, il le fera, précisant qu'il s'agit là d'un abus de pouvoir. Les policiers demandent s'il a l'autorisation de vendre et feuilletent son journal, regardant le copain d'un œil peu bienveillant. Le ton commence à monter, surtout lorsque notre militant fait remarquer aux flics les ressemblances entre notre république et un régime autoritaire. Après un quart d'heure de discussion les flics laissent partir le camarade en lui intimant l'ordre de « ne plus foutre les pieds dans le cinquième ». Cette anecdote montre bien la dérive totalitaire de notre société.

Pierre

Avant Bruxelles

L A DERNIÈRE mobilisation « pour une autre Europe » avant Bruxelles a eu lieu le vendredi 19 octobre à Gand. Résumé : ville en état de siège, circulation nulle, personne dans les rues survolées par un hélicoptère en permanence. Activités militantes diverses durant la journée. La manif du soir a réuni plus de 10 000 personnes. Beaucoup de pancartes contre la guerre. Le cortège anar informel était très bien représenté : quelques centaines de personnes (selon mon estimation partisane, on était plus nombreux que le PTB, c'est-à-dire le parti mao-stalinien belge). Cela confirme la capacité du mouvement anar flamand à mobiliser, surtout à Gand, sa ville phare. Pas d'incidents avec la police, juste une altercation entre les anarchistes et le TAC, un groupe d'extrême droite qui s'était placé à la fin du cortège. Un bilan plutôt positif donc, mais prudence...

Xavier

Alliance libertaire, Bruxelles

